

EXPRESS

12 août 1930

Naissance à Budapest

1946

Fuit la Hongrie, après avoir connu les occupations nazie et soviétique.

Études à la London School of Economics

1956

Se rend aux États-Unis et travaille à Wall Street

1969

Fonde son premier fonds offshore, Quantum

Septembre 1992

Notoriété mondiale de

« tombeur de la Banque d'Angleterre ».

en spéculant contre la livre obligée de sortir du SME

Octobre 2011

Lettre ouverte aux dirigeants européens demandant

« plus d'Europe » pour résoudre la crise de l'euro

Novembre 2014

Publication à Paris de son dernier livre, *La tragédie de l'union européenne*, (Éditions Saint-Simon, 17,50 €)

George Soros: «La crise de l'euro n'est plus financière mais politique»

Le financier estime que la monnaie européenne est sauvée. Mais que le Vieux Continent, « profondément divisé », est fragilisé par les divergences entre l'Allemagne et la France.

PHOTOS RECDUELLIS PAR JEAN-PIERRE ROBIN

jean-pierre.robin@lefigaro.fr

LE FINANCIER George Soros, farouche partisan de la monnaie unique, s'explique sur les nouveaux défis de la zone euro : la déflation qui guette et les retards de la France à se réformer.

Le FIGARO. - Le pire de la crise financière de la zone euro est-il derrière nous ?

George SOROS. - Depuis que Mario Draghi, le président de la BCE, a déclaré à l'été 2012 que « tout sera(t) fait pour que l'euro soit irréversible », il n'y a plus de crise financière. En revanche, la crise est devenue politique. Alors qu'elle fait par ailleurs l'objet d'une attaque indirecte de la Russie à travers l'Ukraine, l'Union européenne n'est pas capable d'élaborer une politique appropriée pour combattre l'austérité et les contraintes budgétaires. La zone euro ne fonctionne plus comme un groupe d'États égaux. Elle est profondément divisée entre pays créanciers d'un côté et pays débiteurs de l'autre.

La zone euro risque-t-elle de tomber en déflation ?

Ce n'est plus une crainte, mais une réalité. Les chiffres publiés dernièrement montrent clairement qu'on s'achemine vers une inflation zéro et même en dessous.

Puissance dominante, l'Allemagne devrait assurer une « hégémonie bienveillante », selon vos termes. Dites-vous toujours à Berlin :

« *Diriger-le ou parlez de l'euro* » ? Plus maintenant, car depuis les élections de septembre 2013 la chancelière Angela Merkel s'est révoquée soucieuse de concilier l'intérêt européen et son intérêt national. L'euro demeurera. De plus, j'approuve totalement sa politique vis-à-vis de la Russie. Mais sa fermeté en la matière est en contradiction avec le soutien qu'elle apporte à l'orthodoxie de la Bundesbank en matière financière, et cela tend à affaiblir les capacités de résistance de l'Europe vis-à-vis de la Russie.

Vous reprochez à l'Allemagne de faire toujours juste le minimum pour échapper au pire. Acceptera-t-elle cette fois encore de faire le nécessaire in extremis ?

Mario Draghi, qui comprend bien les dangers de la déflation et promet de « faire tout ce qu'il faut » pour la combattre, n'est pas en position d'agir. La BCE n'est pas véritablement indépendante. Elle pourrait dégager une majorité au sein de son conseil mais, si l'Allemagne s'y oppose, elle restera paralysée. Toutefois, je pense que la situation actuelle imposera d'élémentaire de recourir au « quantitative easing » (les achats d'actifs sur le marché par la BCE, MDR).

La pression a fait céder l'Allemagne. Le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, a annoncé Jeudi que son pays allait augmenter d'ici à 2018 ses investissements publics de 10 milliards d'euros « en plus de ce qui était prévu dans le contrat de coalition ». Il s'agit « d'une contribution

En quoi cela améliorera-t-il les choses ?

Le principal effet sera d'affaiblir la valeur de l'euro, ce qui facilitera les exportations européennes, tout en atténuant en Europe les tendances déflationnistes, qui frappent pratiquement toutes les régions du monde. Mais la baisse de l'euro vexera les épargnants allemands, très attachés à une monnaie forte pour préserver leur épargne. Avec pour conséquence de renforcer le parti anti-euro en Allemagne et d'inciter Angela Merkel à soutenir les thèses conservatrices de la Bundesbank

La Chancelière suit-elle en permanence sa banque centrale ?

Non. Elle s'en est distinguée pour soutenir la BCE quand Mario Draghi a déclaré en 2012 qu'il ferait tout pour sauver l'euro. Mais elle tend à nouveau à se rapprocher de la Bibba depuis que la BCE a présenté son programme de juin 2014 (*taux d'intérêt négatif et achats d'ABS*), ce qui va rendre plus difficile la tâche de Draghi.

Paris et Berlin ne voient pas du même oeil la baisse de l'euro.

Comment jugez-vous les relations franco-allemandes ?

Elles sont très tendues. L'Allemagne reproche à la France de ne pas faire de réformes structurelles et je la comprends. La France est à la traîne, par rapport à l'Espagne et l'Italie notamment, et fait figure de malade de l'Europe. En revanche, je partage l'analyse française en faveur d'une politique européenne de croissance.

Pour la France, pouvoir s'endetter à des taux très bas n'est-il pas un piège ? Les marchés ne finiront-ils pas par réagir ?

C'est une possibilité, mais je pense que le « quantitative easing » suffira à circonscrire le danger. Car en inondant le marché de liquidités, les taux d'intérêts resteront très bas et les écarts de primes de risque entre pays deviendront minuscules.

La BCE décidée à injecter 1 000 milliards d'euros de liquidités supplémentaires

ALEXANDRINE BOULMIET

@alexvillier1

IL N'AJURA pas fallu plus de trois minutes à Mario Draghi pour faire faire les rumeurs de dissensions au sein de la Banque centrale européenne. Non seulement le dîner des banquiers centraux mercredi soir, à Francfort, « s'est très bien passé », a dit Mario Draghi, « aucun reproche » n'a été fait à son égard, mais le Conseil des gouverneurs a

Un processus de révision serait difficile et long. Mais on peut faire beaucoup dans le cadre juridique existant. Ainsi est-il aujourd'hui difficile d'établir des eurobonds (*l'émission de titres de dette au niveau européen*), dont je suis partisan. Mais il est tout à fait possible de créer des « project bonds », des obligations liées à des projets d'infrastructures. De même, il me semble possible en matière de déficits publics de se mettre d'accord pour en sortir les dépenses liées à des investissements.

Les tensions géopolitiques à l'est obligent-elles l'Europe à renforcer ses structures ?

Je le pense et j'espère, car c'est une véritable menace pour l'Europe. Plus tôt on réagira et mieux on écartera le danger. ■



George Soros au cours de son entretien avec Le Figaro, Jeudi à Paris.

J.-C. MARRARA/LE FIGARO

unanimement décidé, ce Jeudi, d'injecter 1 000 milliards d'euros de liquidités supplémentaires dans le circuit monétaire de la zone euro pour soutenir la croissance. « C'est la nouvelle du jour : l'accord unanime du Conseil pour se donner un objectif *chiffre d'augmentation de la taille du bilan de la BCE* », estime les économistes de Barclays Capital.

Le Conseil des gouverneurs s'est également mis d'accord à l'unanimité pour demander aux équipes de la BCE de « *préparer, en temps voulu, de nouvelles mesures à mettre en œuvre, si nécessaire* ». C'est une étape de plus vers « l'assouplissement quantitatif » à l'américaine (QE en anglais), réclamé depuis des mois par les marchés.

Baisse de l'euro

Cette technique de politique monétaire largement utilisée au Japon, aux États-Unis et au Royaume-Uni consiste à acheter des dettes publiquement créée par la Banque centrale. Elle n'a jamais été mise en œuvre dans la zone euro, où le financement monétaire des États est strictement interdit par le traité de Maastricht. « Il n'y a pas de problème légal si nous restons dans le cadre du mandat », a précisé Mario Draghi.

Sans être révolutionnaires, ces deux annonces ont suffi à faire passer les Bourses européennes dans le vert, et à faire baisser l'euro à 1,24 dollar, son plus bas niveau depuis

sa dernière conférence de presse mensuelle dans « l'Eurotower », la BCE démenageant ces jours-ci dans un gratte-ciel ulhannodern, édifié sur les bords du Main.

Le président de la BCE cherchait surtout à dissiper les rumeurs de fronde au sein l'institution monétaire. Il a insisté sur « l'unicité » qui a prévalu au Conseil des gouverneurs ce Jeudi. A l'entendre, les deux annonces du jour ont été signées donc validées par le « *taicon* » Jens Weidmann, le banquier central allemand, qui n'a pas toujours été d'accord avec Mario Draghi, notamment sur les achats de dettes publiques.

La BCE a prévenu qu'elle ne trahissait le Rabbon qui à deux conditions : si ses mesures d'achats d'actifs décidées jusqu'ici ne portaient pas leurs fruits, si l'inflation continue de baisser. Ces deux conditions ne sont pas remplies aujourd'hui. Il faudra attendre plusieurs mois pour décider l'assouplissement quantitatif interviendrait au plus tôt au premier semestre 2015. « Les *programes d'achats d'actifs annoncés jusqu'ici par la BCE ne permettront pas d'augmenter son bilan de 1 000 milliards d'euros* », estime les experts de Barclays.

Ils permettraient tout au plus d'injecter 500 milliards d'euros d'argent frais. Seuls les achats de dettes souveraines permettraient d'atteindre l'objectif de que s'est fixé la BCE. Et de faire baisser l'euro



Mario Draghi à Francfort, Jeudi.

MICHAEL PROBST/AP

Berlin investira 10 milliards d'euros en plus

d'euros » d'investissements annoncés au niveau européen par le nouveau président de la Commission Jean-Claude Juncker, a poursuivi Wolfgang Schäuble. Si les partenaires de l'Allemagne espèrent

manœuvrer budgétaires pour relancer la croissance en Europe, Wolfgang Schäuble a promis que cet effort ne remèterait pas en cause l'objectif d'équilibre budgétaire. Cette enveloppe sera dépensée dans les chemins de fer, la recherche et l'éducation, et alimentera les dotations aux

2 052 milliards d'euros

Bilan de la BCE au 31 octobre 2014

0,05%

Taux

directeur principal de la BCE

GEORGE SOROS